

Québec-Canada, What is the path ahead? Nouveaux sentiers vers l'avenir sous la direction de John E. Trent, Robert Young et Guy Lachapelle, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1996, 363 p.

Daniel Guérin

Volume 16, Number 3, 1997

La démocratie inachevée

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040095ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040095ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Guérin, D. (1997). Review of [*Québec-Canada, What is the path ahead? Nouveaux sentiers vers l'avenir* sous la direction de John E. Trent, Robert Young et Guy Lachapelle, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1996, 363 p.] *Politique et Sociétés*, 16(3), 177–179. <https://doi.org/10.7202/040095ar>

Québec-Canada, What is the path ahead? Nouveaux sentiers vers l'avenir.

Sous la direction de John E. Trent, Robert Young et Guy Lachapelle, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1996, 363 p.

L'ouvrage Québec-Canada, What is the path ahead – Nouveaux sentiers vers l'avenir, regroupe les textes et conférences présentés lors d'un colloque tenu l'Université d'Ottawa du 26 au 28 janvier 1996, soit quelque trois mois après le plus récent référendum québécois. Le livre compte quelque 35 contributions sur la question de l'unité nationale, offertes par «cinquante des plus éminents spécialistes du pays». Après des décennies de débats méga-constitutionnels au Canada, on peut comprendre certains experts d'être à court d'idées, voire même carrément à bout de souffle, lorsqu'il s'agit de dégager des pistes d'action novatrices visant à initier un renouvellement de la maison politique canadienne. Dans certains cas, le lecteur consciencieux doit s'attendre à subir la pénible épreuve de relire des analyses rebattues. Toutefois, sa patience sera récompensée dans la mesure où l'ouvrage contient également un certain nombre d'écrits faisant état de cadres de réflexion et de pistes d'action qui méritent pleinement l'appellation de nouveaux sentiers vers l'avenir dans les rapports Québec-Canada, ainsi que l'indique le titre du livre. Compte tenu des écueils inhérents à un ouvrage collectif de cette envergure, on doit juger avec indulgence sa capacité à répondre à la question centrale posée par l'événement qui est à l'origine de ce livre : quelles sont les conditions qui peuvent mieux permettre aux habitants du nord de ce continent de vivre et de prospérer les uns avec les autres ?

Le contenu de l'ouvrage est divisé en cinq grandes parties : 1. quel est l'impact du référendum sur les débats et les événements venir ? ; 2. quels sont les valeurs et principes communs qui devraient animer la vie politique des Canadiens ? ; 3. quelle devrait être l'orientation privilégiée en matière d'économie politique ? ; 4. comment améliorer les relations interculturelles entre groupes ethniques et régionaux ? ; 5. quels changements faut-il promouvoir dans les institutions politiques canadiennes ? Au plan de l'organisation du contenu, ajoutons l'heureuse initiative qui a consisté à intégrer à l'ouvrage une introduction (John Trent) et une conclusion générale (Young), ainsi que des résumés pour chacune des sections. Fort pertinentes, ces synthèses aident le lecteur à dégager certains fils conducteurs parmi la variété d'approches qui lui est offerte.

L'introduction de John Trent, dans laquelle il rappelle les dix conditions culturelles nécessaires à la coexistence pacifique au sein d'une population diversifiée aux plans ethnique et national (Cairns), fournit un fil conducteur qui peut éclairer l'ouvrage dans son ensemble. Le texte de Trent emprunte une piste de recherche et de

réflexion qui, croyons-nous, est prometteuse pour l'étude et le renouvellement des rapports Québec/Canada et, plus généralement, pour l'établissement de relations plus harmonieuses dans les pays plurinationaux. Il s'agit du développement d'une culture politique plus respectueuse des différences ethno-culturelles quelles qu'elles soient.

La première section du livre, qui s'intitule *Rétrospective sur le référendum québécois*, tente de répondre à un certain nombre de questions importantes relativement aux résultats et aux conséquences politiques du référendum de 1995. L'une des questions centrales intéressant les chercheurs et les observateurs de la scène politique en général est évidemment la suivante : quels sont les facteurs à l'origine du gain de popularité de l'option du oui observé entre le début et la fin de la campagne référendaire ? Faut-il l'expliquer par des facteurs de court terme comme l'entrée en scène de Lucien Bouchard en tant que négociateur en chef du projet d'entente Québec-Canada, un déplacement des motifs intervenant dans la décision des électeurs d'appuyer les deux options (économique vs identitaire), ou bien plutôt, comme l'a soutenu Guy Lachapelle, une tendance plus profonde comme la crédibilité croissante du projet de souveraineté-partenariat au sein de la population ?

Les analyses proposées par Vincent Lemieux, Guy Lachapelle, ainsi que par André Blais, Richard Nadeau et Pierre Martin apportent un éclairage intéressant sur la question, même si elles ne permettent pas de trancher définitivement la question. L'analyse de Lachapelle permet de réconcilier les différents points de vue en soutenant qu'il « serait hasardeux de conclure que l'arrivée de Lucien Bouchard n'a pas eu d'effet sur la campagne, comme il serait présomptueux de conclure que le changement observé en octobre est dû uniquement à sa présence accrue » (p. 61).

Les spécialistes ont ensuite abordé la question des conséquences, tant pour le Québec que pour les autres parties du Canada, d'un vote quasi-majoritaire pour la souveraineté. Comme le souligne Kenneth McRoberts dans son résumé de la première partie, tous les participants ont semblé s'entendre sur l'étape supplémentaire que le référendum a permis aux forces du oui de franchir, c'est-à-dire que la souveraineté apparaît maintenant réalisable. De même, on a convenu que le résultat a provoqué une onde de choc de grande amplitude au Canada anglais. Comme l'a précisé David Milne, il subsiste une bonne part d'ambiguïté, au sein du Canada anglais, quant à l'attitude à adopter à l'égard du Québec, les Canadiens anglais hésitant entre chacun des termes de la double stratégie désormais classique des plans A et B.

La seconde section du livre porte sur les changements de valeurs qui déferlent actuellement sur les sociétés québécoise et canadienne. Il va sans dire que ces transformations impliquent des perturbations majeures dans les systèmes de valeurs sociales, économiques et politiques. Par exemple, l'appui en faveur d'un État fort et des politiques

fondées sur le bien-être des démunis ne sont plus des impératifs, écrit John Trent.

Une autre piste d'action qui semble recueillir l'appui de plusieurs experts est la recherche d'une plus grande décentralisation pour le Canada. La principale conclusion de la troisième section du livre est que la globalisation de l'économie au Québec et au Canada est désormais un facteur incontournable dans la problématique des rapports Québec/Canada et que les forces qui l'accompagnent pourraient favoriser, même si cela peut sembler paradoxal, un mouvement vers la décentralisation. Thomas J. Courchesne a rappelé que le nouveau paradigme techno-économique impliquait un transfert de pouvoirs non seulement vers le haut mais également vers le bas, les grands perdants de cette redistribution des pouvoirs étant les États-nations eux-mêmes.

La quatrième section porte sur l'amélioration des relations interculturelles entre les citoyens, tandis que la dernière séance s'intéressait aux innovations institutionnelles susceptibles de contribuer à un déblocage des rapports Québec/Canada. Il est ressorti clairement que les fédéralistes québécois continuent de réclamer un « package » similaire à ce que l'on retrouvait dans Meech. On a également souligné qu'un grand nombre de citoyens de l'Ouest seraient favorables à la décentralisation. Jumelée à une amélioration de la représentation à Ottawa, cette proposition pourrait amener l'Ouest à appuyer des accommodements pour le Québec, surtout si la clause de société distincte n'implique pas de transfert de points d'impôt vers le Québec.

Mais tout cela est tributaire, en grande partie, d'une volonté politique clairement manifestée par le gouvernement central. En conclusion, Robert Young a rappelé que les spécialistes n'ont pas réussi à déterminer si le gouvernement fédéral estimait que « la situation était suffisamment urgente pour qu'il mette tout en œuvre pour mobiliser la volonté politique d'agir » (p. 363). Il va sans dire que la question est tout aussi actuelle, quelque 18 mois et une élection fédérale plus tard.

En conclusion, il s'agit d'un ouvrage qui, malgré le grand nombre d'auteurs et la qualité inégale des contributions, a le mérite de dégager un certain nombre de voies de réflexion prometteuses pour le renouvellement des rapports Québec/Canada. Par contre, il ne faut pas s'attendre à un traitement en profondeur des approches novatrices qu'il recèle, sauf pour les synthèses intéressantes que constituent l'introduction, les résumés et la conclusion.

Daniel Guérin
Université du Michigan (Ann Arbor)